

29 octobre - 9 novembre 2001
COP 7, Marrakech

COP 7 CCNUCC à Sommet mondial sur le développement durable Optez pour l'énergie positive

Introduction

Le 3^e rapport d'évaluation (Third Assessment Report, TAR) du Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques (GIEC) identifie d'importants risques des changements climatiques d'origine humaine surtout dans les Etats en développement. Ces impacts constituent une sérieuse menace pour le développement en certains lieux: des besoins essentiels comme un accès fiable à l'alimentation, à l'eau et aux soins risquent de devenir plus précaires à mesure que les changements climatiques augmentent. Chaque année, des événements météorologiques extrêmes tuent déjà ou rendent sans abris des dizaines de milliers de personnes dans les Etats en développement.

Lors de COP 7, l'Assemblée générale des Nations-Unies invite les Etats à fournir un apport au Sommet mondial sur le développement durable (World Summit on Sustainable Development, WSSD) dans 10 mois à Johannesburg. C'est une occasion importante pour rallier une plus large communauté à la pressante nécessité d'appliquer des solutions planétaires aux changements climatiques; et de le faire d'une façon qui réponde aussi aux urgents besoins en développement.

Greenpeace pense qu'une recommandation forte de COP 7 au WSSD pour constituer un engagement en faveur d'un programme planétaire majeur d'expansion rapide des énergies renouvelables permettrait de faire un très grand pas vers la réalisation de ces besoins. Les Etats du Nord devraient en outre se préparer à la ratification et à l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto (PK) lors du WSSD.

1^{er} pas: ratifier le Protocole de Kyoto

Une sérieuse protection de notre planète contre toute "*perturbation anthropique dangereuse du système climatique*" – comme le dit la CCNUCC – doit être obtenue en agissant de façon à faire entrer le PK en vigueur lors du WSSD. Les Etats développés donneraient ainsi un signal fort qu'ils prennent leurs responsabilités au sérieux. ***Les Parties doivent agréer de ratifier le PK lors du WSSD en septembre 2002.***

2^e pas: accélérer le Protocole de Kyoto

Il faut ensuite accélérer les négociations de façon à ce que les Etats industrialisés diminuent leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) pour atteindre une réduction d'au moins 80% en 2050. Cela permettrait de diriger l'humanité vers l'application des termes de la CCNUCC qui veut "*stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique*". Un passage accéléré vers les négociations de la 2^e étape enverra un signal fort à l'industrie qu'il y aura un cadre pour soutenir ceux qui pensent à plus long terme et évitent les investissements dans un développement intensif en carbone. ***Les Parties doivent mettre cela à l'ordre du jour du WSSD.***

3^e pas: accroître rapidement la part des énergies renouvelables

D'aussi importantes réductions des émissions de gaz à effet de serre ne peuvent être réalisées qu'avec un arrêt rapide de l'utilisation de combustibles fossiles – charbon, pétrole et gaz – comme sources d'énergie primaires et leur substitution par des sources d'énergie renouvelables. C'est un défi que nous devons remporter si nous voulons vraiment protéger le climat.

Deux milliards d'habitants les plus pauvres de notre planète n'ont pas de fourniture d'électricité fiable; ce n'est ni tolérable, ni soutenable. Si la seule façon de sortir de la pauvreté est d'augmenter la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, les perspectives de protéger le climat sont mauvaises. Il en va de même pour les Etats développés. Il n'est ni soutenable, ni tolérable que les Etats riches du Nord augmentent leur consommation d'énergie d'origine fossile.

Pour sortir de la dépendance des énergies fossiles, il faut augmenter substantiellement la part des énergies renouvelables. Des ressources en énergies renouvelables décentralisées font partie de la perspective d'une forme d'énergie plus sûre. C'est la formulation de cette perspective, à l'échelle du défi des changements climatiques, de l'augmentation de la pauvreté et de la sécurité énergétique - particulièrement aigue après les attentats du 11.09.2001 - qui permettrait à COP 7 d'amener un nouvel objectif au WSSD.

Les Parties devraient insister pour que le WSSD établisse un engagement pour un programme planétaire majeur d'expansion rapide des énergies renouvelables en élargissant les objectifs de fourniture d'énergies renouvelables dans les Etats développés et en s'engageant à fournir des énergies renouvelables aux 2 milliards les plus pauvres de notre planète d'ici 2012.

Nous pensons que c'est nécessaire et faisable. Le G8 a instauré un "groupe de travail" (task force) pour le conseiller sur la façon de mettre en œuvre les énergies renouvelables dans les Etats en développement et d'étendre ce marché dans les Etats développés. Ce groupe de travail fournit une esquisse conservatrice de certaines étapes clés de la réalisation de ces objectifs.

Le groupe de travail du G8 sur les énergies renouvelables

Le G8 a instauré un groupe de travail sur les énergies renouvelables lors de son sommet à Okinawa en juillet 2000 "afin d'identifier les obstacles et les solutions pour augmenter le niveau de fourniture et de distribution d'énergies renouvelables dans les Etats en développement". Le rapport de ce groupe de travail contient des recommandations détaillées et significatives qui, si elles sont adoptées et appliquées, permettront de faire un grand pas indispensable vers la révolution planétaire des énergies renouvelables pour lutter contre les changements climatiques et améliorer le sort de milliards de personnes. Ces recommandations aideraient aussi les Etats industrialisés à réduire massivement et à long terme leurs émissions.

Les points et les recommandations suivants de ce rapport sont particulièrement notables:

- Ce rapport dit clairement que les seuls obstacles à une adoption et une expansion massive des énergies renouvelables sont financiers et politiques - non technologiques. Cela contredit ceux qui disent que la technique n'est pas prête et encourage les Etats à agir.
- Ce rapport souligne les coûts de la durée de vie pour montrer que les sources d'énergie renouvelables sont souvent déjà concurrentielles par rapport aux conventionnelles. Cela dément l'argument du prix excessif des renouvelables. Le groupe de travail va même plus loin et recommande que les projets d'énergies renouvelables ne soient pas développés et financés

seulement lorsqu'ils sont une option du moindre coût par rapport à la durée de vie, mais aussi *"lorsqu'elles permettent de protéger l'environnement local ou global à un prix raisonnable"*.

- Ce rapport dit qu'une promotion efficace des renouvelables durant les 30 prochaines années sera moins chère qu'une approche conventionnelle de la fourniture globale d'énergie.
- Le groupe de travail recommande que les Etats du G8 prennent des mesures pour supprimer les incitations et autres soutiens aux technologies énergétiques nocives pour l'environnement.
- Le groupe de travail recommande l'application de directives environnementales communes aux agences de crédit à l'exportation (Export Credit Agencies, ECAs) du G8 comportant des normes minimales d'efficacité énergétique, ou d'intensité en carbone, pour les projets financés par les ECA.

Le pouvoir de s'attaquer à la pauvreté

Alors que les Etats devraient adopter et suivre les recommandations du groupe de travail du G8 selon des agendas concrets, ils devraient aller plus loin en étendant son ambition et en incluant tous les Etats afin de constituer une initiative vraiment planétaire.

Une telle initiative est menée par une campagne commune de Greenpeace et du Body Shop nommée *"Choose Positive Energy"*. Cette campagne vise à établir un engagement lors du WSSD pour un programme planétaire majeur d'expansion rapide des énergies renouvelables qui permettrait à 2 milliards de personnes dans les Etats en développement, qui n'ont pas de fourniture moderne d'énergie, de l'obtenir en 2012. La façon d'y parvenir est détaillée dans le document "Power to Tackle Poverty – getting renewable energy to the world's poor" (Le pouvoir de s'attaquer à la pauvreté - amener les énergies renouvelables aux pauvres de la planète). Les principales mesures expliquées dans ce rapport comportent:

- Rediriger les investissements vers les énergies renouvelables au lieu de construire des centrales électriques brûlant des combustibles fossiles;
- Cesser de subventionner, démanteler les régimes fiscaux qui favorisent les combustibles fossiles et les rediriger vers les énergies renouvelables;
- S'engager pour un authentique développement durable – basé sur la satisfaction des réels besoins de la population en matière de services plutôt que de lui fournir des technologies énergétiques insoutenables.

Annexe: mandat pour un apport de la CCNUCC au WSSD

Une discussion formelle de l'assemblée plénière du COP 7 sur son apport au WSSD est prévue au point 4 de l'agenda. L'Assemblée générale des Nations-Unies a invité cette COP à soumettre un rapport d'avancement à la revue des 10 ans de mise en œuvre de l'Agenda 21 et de contribuer au programme d'application avancé de l'Agenda 21. Celui-ci donne la portée adéquate à COP 7 pour recommander une substantielle nouvelle initiative pour les énergies renouvelables, ainsi qu'un agenda accéléré de lutte contre les changements climatiques. Voici les annotations officielles à l'agenda de COP 7 soulignant les détails lui donnant ce mandat.

Le texte original est en anglais, cette traduction n'est pas officielle

“Contribution au contexte du Sommet mondial sur le développement durable: Les Nations-Unies, dans la résolution 55/199 de leur Assemblée générale, ont invité la CCNUCC à participer entièrement à la revue des 10 ans de progrès obtenus dans l'application de l'Agenda 21, comprenant la préparation d'un rapport à soumettre à la Commission sur le développement durable lors de sa 10^e session et au Sommet mondial sur le développement durable, qui se tiendra à Johannesburg en septembre 2002. Dans sa décision 55/443, l'Assemblée générale a invité COP 7 à contribuer à la revue des 10 ans d'application de l'Agenda 21 et au programme d'application futur de l'Agenda 21, et a demandé au Secrétaire exécutif de la CCNUCC de rapporter au Comité préparatoire du Sommet mondial sur le développement durable. 45. Le SBI, lors de sa douzième séance, a demandé au secrétariat de préparer les éléments d'une proposition de contribution du processus de la CCNUCC au Sommet mondial sur le développement durable lors de sa quatorzième session, avec la perspective de recommander un projet de décision pour adoption par COP 7. Lors de sa quatorzième session, le président du SBI a recommandé que cette matière soit abordée lors de la quinzième session du SBI. 46. Suivant une discussion du bureau de la COP 6, il est proposé que ce sujet soit abordé par l'assemblée plénière de la COP plutôt que par le SBI. 47. **Action:** La COP sera invitée à considérer ce sujet et à adopter une décision sur sa contribution au Sommet mondial sur le développement durable.” *FCCC/CP/2001/10 Input to the World Summit on Sustainable Development*

Contacts:

Bill Hare: +49-1709057015

Steve Sawyer: +31-6-5350-4715

Paul Horsman: +44-7801-212990

Kirsty Hamilton: +31-6-29001148

Louise Fraser: +31-6-53-955-202

Clément Tolusso: +41 79 213 41 06